

PRIX DE L'ABONNEMENT :

Pour Lyon et les départements,
11 francs pour trois mois,
21 francs pour six mois,
40 francs pour l'année.

Un numéro : 20 c. — Annonces : 25 c. la ligne.



LE CENSEUR,

JOURNAL DE LYON.

ON S'ABONNE :

A LYON, au bureau du journal, rue des Célestins, n° 6, au 1^{er}.
 A PARIS, chez MM. LEJOLLIVET et C^e, directeurs de l'Office-Correspondance, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 46; et chez M. DEGOUVE-DENONCQUES, rue Lepelletier, n° 5.

Les lettres et envois concernant la rédaction doivent être adressés, francs de port, à M. KAUFFMANN, rédacteur en chef du journal.

LE CENSEUR paraît tous les jours excepté le dimanche. — Il donne les nouvelles VINGT-QUATRE HEURES avant les journaux de Paris.

AVIS. — Les Actionnaires du CENSEUR sont convoqués pour samedi prochain 23 mars, à midi précis, dans les bureaux du journal. Le but de cette nouvelle réunion est de statuer sur le choix définitif des candidats que doit appuyer le journal, et sur les mesures à prendre pour les élections.

Lyon, le 23 mars 1848.

RÉPUBLICANISME. — SOCIALISME.

Pour nous la République est l'organisation de la liberté; pour les socialistes la République est l'organisation du travail par le gouvernement. Nous disons que la République est, de toutes les formes de gouvernement, celle qui se prête le mieux à toutes les réformes, même aux réformes sociales, quand il y a lieu. Les socialistes prétendent que la République doit être cette réforme sociale elle-même, qu'elle doit l'être à l'instant, et que si elle ne l'est pas, elle n'est rien.

Or, nous le demandons, qu'est-ce qui doit le plus préoccuper la France aujourd'hui? Est-ce la République ou le socialisme? Faut-il d'abord établir la constitution, c'est-à-dire la forme gouvernementale sous laquelle il sera permis à chaque opinion de se manifester librement, à chaque intérêt de se produire et d'avoir sa part légitime d'influence sur la direction des affaires? Ou bien est-ce à la question du droit au travail, de l'organisation du travail, de la fixation légale des salaires, de l'association officielle et par mesure d'administration, que nous devons immédiatement et uniquement donner une solution? Voilà sur quels sujets les républicains et les socialistes sont en désaccord. Nous croyons impérieusement de nous en occuper, car ceux qui n'ont pas une éducation politique suffisante, et ils sont nombreux en France, viennent sommer la république de tenir toutes les promesses faites par le socialisme. Ce n'est pas tout, la France, il faut bien le dire, s'en effraie; elle n'est pas républicaine depuis bien long-temps, mais elle sait que la République est une forme gouvernementale rationnelle, plus rationnelle que les autres, et elle l'accepte avec autant de joie que d'espérance; mais elle sait peu ce que c'est que le socialisme, elle ignore où s'arrêteront les réformes sociales, quand une fois on les aura entreprises; et, en effet, il est difficile de le prévoir, tant les systèmes sont divers et les imaginations fécondes. Or, la France ne sera pas rassurée, tant qu'elle ignorera ce que cache le socialisme et quelle puissance il a dans l'Etat, tant qu'elle ne saura pas si le gouvernement provisoire veut lui donner la République et toute la République, ou s'il veut y joindre une ou plusieurs réformes sociales. Nous sommes persuadés, quant à nous, que certains discours prononcés devant la commission des travailleurs, réunie au Luxembourg, n'ont pas peu contribué à jeter la France dans ces inquiétudes et cette défiance qui ont paralysé tout le mouvement commercial et industriel.

Mais d'abord toutes ces questions soulevées par le socialisme, pourrions-nous les résoudre sans le reste de la France? Car, il ne faut pas se le dissimuler, c'est principalement à Lyon et à Paris que ces questions sont posées. Pouvons-nous les résoudre avant que la confiance soit rétablie, avant que le travail soit rendu à nos ateliers? Disons mieux, devons-nous les résoudre avant de les avoir étudiées?

Pour toucher à de semblables problèmes, il faut être calme et de sang-froid. Gardons-nous des moyens de hasard et des recettes improvisées. Ce n'est pas au milieu de la nuit et de l'orage, avec un esprit troublé, qu'il est prudent de chercher un remède aux souffrances du corps social. On pourrait mettre la main, non sur un remède, mais sur un poison. D'ailleurs, l'opinion de la France doit être consultée; vouloir réaliser, avant qu'elle soit interrogée et qu'elle se soit prononcée, des théories généreuses, mais qui ne sont applicables qu'en partie, et seulement pour satisfaire des besoins spéciaux et restreints à certaines industries, c'est se mettre à la place de la nation, c'est prendre ses désirs, ses rêveries, pour l'opinion et la volonté de la France. Ce sentiment orgueilleux est un sentiment anti-républicain. Nous espérons qu'il ne viendra plus entraver la marche d'un gouvernement qui considère sa mission comme transitoire et limitée. La plus grande preuve de patriotisme, le plus grand service que les socialistes puissent rendre aujourd'hui à leur pays, et nous ajouterons à leurs idées, c'est de modérer leurs prétentions et d'apaiser leur impatience.

S'ils ont foi, une foi invincible dans leurs opinions, ils doivent attendre sans inquiétude que la raison publique leur donne son assentiment. Ils ont plus à espérer d'une discussion paisible que d'un succès prématuré. L'un peut leur donner l'avenir; l'autre ne peut leur donner qu'un présent contesté et sans lendemain.

Que doivent donc faire les socialistes aujourd'hui? Quel est leur intérêt? Où doivent tendre leurs efforts? Leur intérêt ne saurait être différent de celui de toute la France. Elle veut le plus promptement possible un ordre politique régulier qui permette à tous les intérêts de se faire connaître et de se faire rendre justice; mais elle ne veut pas que dès aujourd'hui ils se fassent sommairement cette justice à eux-mêmes, car ils pourraient se tromper tout en étant de bonne foi, et il serait possible que leur justice ressemblât à une vengeance.

La France veut d'abord une organisation politique qui consacre les droits de tous, la liberté. Or, la liberté, dans l'état social, n'est que la participation de chacun au pouvoir. Comment chacun participera-t-il au pouvoir? Par quel système électoral? Par quel mode de représentation? Voilà la question, question éminemment politique qu'il faut premièrement résoudre. Les questions sociales viendront ensuite. Personne ne veut les éviter, personne ne songe à s'y soustraire; mais, pour qu'elles puissent être résolues utilement pour tout le monde, il est nécessaire qu'elles soient discutées légalement, constitutionnellement. Pour obtenir ce résultat, il est donc indispensable d'organiser d'abord le mode de discussion, c'est-à-dire de faire passer la question de la forme politique avant celle de la forme sociale; car, la première est le seul moyen d'arriver à la seconde par la lumière et non par la violence.

Nous savons bien qu'avant les événements qui ont mis entre les mains du peuple le pouvoir et l'immense responsabilité qui y est attachée, les socialistes se préoccupaient peu de la forme politique. Les républicains, qu'ils appelaient des idéologues, étaient en butte à tous leurs dédains. Les critiques les plus cruelles qui aient déchiré les partisans de la République nous venaient d'eux. Aujourd'hui que la République leur donne le

droit de s'associer pour discuter, et le droit, auquel ils tiennent peut-être moins, de s'associer pour vivre en commun et s'appliquer à eux-mêmes leurs propres doctrines, nous leur demandons seulement de ne pas nuire à cette République née d'hier, en irritant les exigences et en excitant l'impatience de tous ceux qui souffrent, et à qui ils ont persuadé qu'un gouvernement pouvait décréter une transformation sociale comme un changement d'uniforme de la garde nationale. Pauvre gouvernement provisoire qui réussit à grand-peine à ouvrir quelques ateliers pour le travail, et dont on exige qu'il décrète le bonheur définitif du peuple! Pauvre gouvernement provisoire dont on veut faire immédiatement un grand entrepreneur social, garantissant le travail, fournissant les instruments et la matière première du travail, payant le travail, et qui est contraint de demander un terme à ses créanciers des caisses d'épargne!

Ne comprennent-ils pas qu'avec ces théories nuageuses où l'on rencontre sans cesse l'organisation du travail, la fixation de salaires élevés, la peinture d'un monde fortuné rêvé dans la solitude et dans l'ivresse de la douleur ou de l'orgueil, ils font, sans le vouloir, un appel incessant aux appétits des jouissances matérielles? Quant à nous, comment pourrions-nous les approuver? Nous n'avons eu que des paroles de blâme et de mépris amer pour l'homme qui, se méprenant sur le caractère et la mission de la nation française, avait osé lui dire: Enrichissez-vous!

Le commissaire du gouvernement dans le département de Vaucluse vient de décréter que les billets des banques de Lyon et de Marseille auraient cours dans ce département au même titre que ceux de la banque de Paris.

Cette mesure importante a ranimé les transactions dans toute la contrée et produit les plus heureux effets.

Il serait à désirer que le citoyen commissaire dans le département du Rhône adoptât la même mesure pour les billets de la banque de Marseille.

Cette dernière place, qui a des relations journalières et de la plus grande importance avec la nôtre, y trouverait l'écoulement de ses billets surabondants et qui s'échangent avec difficulté, et le commerce de Lyon verrait revenir les capitaux qu'il a engagés à Marseille et qui, dans l'état, ne peuvent en sortir.

Nous avons sous les yeux une pétition adressée à la municipalité de Lyon par les hommes de peine et les camionneurs de Lyon. Cette pétition demande le renvoi dans leur pays de tous ceux qui exercent ces professions et qui sont étrangers. Ils se fondent sur la préférence que les maisons de commerce sont naturellement appelées à donner à des étrangers, parce que ceux-ci, n'étant pas soumis au service de la garde nationale, ne sont pas obligés d'interrompre les travaux de leur profession.

Les pétitionnaires comprennent, nous en sommes sûrs, qu'il y a dans leurs prétentions quelque chose d'inadmissible quant à présent. En effet, l'obligation du service de la garde nationale n'a pas encore eu pour eux les fâcheux résultats dont ils se plaignent comme s'ils avaient déjà eu lieu. Si plus tard on s'apercevait que cette inégalité de charges entre les ci-

FEUILLETON DU CENSEUR. — 24 MARS 1848.

Béranger, le premier des candidats à la députation pour le département de la Seine, vient de publier une nouvelle ode, à l'occasion de la révolution de février. Ce chant, où se retrouve toute la verve généreuse du poète, est adressé à Manuel.

Béranger à Manuel.

O Manuel, la France s'est levée!
 Sa liberté n'a plus un ennemi.
 C'est bien ainsi que nous l'avions rêvée!
 Peuple géant qui n'est rien à demi!
 Puisqu'il nous mène à la terre promise,
 Dieu parmi nous aurait dû te laisser.
 Qu'avais-tu fait pour mourir en Moïse?
 Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.
 Sortant vainqueur de ces luttes sublimes,
 Tu penserais à mon tout petit coin.
 C'est dans ces jours de fièvres magnanimes
 Que l'un de l'autre on a souvent besoin.
 Long-temps muets dans une étreinte antique,
 Puis refoulant nos pleurs dans un baiser,
 Nous nous dirions: Vive la République!
 Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.
 Le sait-on bien? Depuis qu'au Jeu-de-Paume
 S'ouvrit l'époque où le peuple vainqueur
 Fit affluer en notre beau royaume
 Le monde entier, comme le sang au cœur,
 Du livre d'or sanglant, sublime ou sage
 Où chaque lustre eut sa gloire à tracer,
 Quarante-huit est la plus belle page!
 Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.
 La royauté stérilisait l'empire
 Et jetait l'ancre en un sable mouvant;
 La foudre passe et le trône chavire,
 Et j'ai cherché sa trace vainement;
 Mais je retrouve une France féconde
 Qu'un noble sang vient de fertiliser;
 Sol généreux qui nourrira le monde.
 Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.

La République est grande et sera stable;
 Elle remplit nos vœux. Mais je t'aimais!...
 Je me souviens de ce cri lamentable:
 Plaignons les morts, ils dorment à jamais!
 Dormir, hélas! quand la France se lève,
 Lorsque pour vaincre et pour se surpasser
 Elle a besoin de l'esprit et du glaive!
 Mon pauvre ami, je voudrais t'embrasser.
 Gloire à toi, peuple, à tes succès rapides!
 Je t'aime mieux lorsque je pense à lui.
 Mes bras ouverts ne resteront pas vides;
 Tous les Français sont frères aujourd'hui.
 Vieillard courbé, quand tu courais aux armes,
 Comme les morts j'ai dû me reposer;
 Mon sang est froid, mais j'ai de chaudes larmes.
 Peuple français, je voudrais t'embrasser.

Paris, 1^{er} mars 1848.

CHANT PATRIOTIQUE.

Air du JUIF ERRANT de Béranger.

Astre qui doit tout rajeunir,
 Sur nous brille la République;
 De la charte et du bon plaisir
 Il dissipe l'ombre gothique. (bis)
 A ses rayons doux et sereins
 L'humanité se purifie:
 La République a pour parrains
 Le Christ et la philosophie.
 Egalité!
 Fraternité!
 Sous ce drapeau serrons nos rangs,
 Et malheur à tous les tyrans! } (bis)
 Pourquoi vous encenserait-on,
 Hochets que la raison condamne?
 Le sceptre au plus est un bâton
 Dans la main d'un tigre ou d'un âne. (bis)
 Le peuple n'est plus au berceau;
 Sa vertu n'est point un problème:
 Dans un chemin large et nouveau

Il saura se guider lui-même.
 Egalité!
 Fraternité!

Sous ce drapeau serrons nos rangs,
 Et malheur à tous les tyrans! } (bis)
 Les rois fondent tout leur pouvoir
 Sur la discorde et l'égoïsme:
 Leur cœur pourrait-il concevoir
 Ta grandeur, ô patriotisme! (bis)
 Ils immolent la liberté
 Ou la gloire à leur existence.
 Libre, et dans sa juste fierté,
 La France vivra pour la France.
 Liberté!

Fraternité!
 Sous ce drapeau serrons nos rangs,
 Et malheur à tous les tyrans! } (bis)
 O possesseurs grands et petits,
 Et vous, artisans, prolétaires,
 Les rois vous faisaient ennemis,
 La République vous rend frères. (bis)
 Egaux désormais tous en droits,
 Que votre pensée affranchie
 Evoque de l'urne des lois
 L'heureux destin de la patrie.
 Egalité!

Fraternité!
 Sous ce drapeau serrons nos rangs,
 Et malheur à tous les tyrans! } (bis)
 Nous verrons sous les trois couleurs
 Régner la paix, la tolérance,
 Plus dignes renaitre les mœurs,
 Fleurir les gloires de la France. (bis)
 Saintes couleurs qu'un roi tremblant
 Laisa dans une nuit profonde,
 Soyez le phare étincelant
 De l'indépendance du monde.
 Egalité!

Fraternité!
 Sous ce drapeau serrons nos rangs,
 Et malheur à tous les tyrans! } (bis)

AMÉDÉE ROUSSILLAC.

